

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MONTREAL

DOSSIER : C-2011-3761-3 (10-0702-1, 2)

LE 7 FÉVRIER 2013

COMMISSAIRE À LA
DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - MTL

8 FEV. 2013

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M^e JEAN PROVENCHER

LE COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

c.

L'agent **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765

L'agent **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117

Membres du Service de police de la Ville de Montréal

DÉCISION

CITATION

[1] Le 5 août 2011, le Commissaire à la déontologie policière (Commissaire) dépose au Comité de déontologie policière (Comité), la citation suivante :

« Le Commissaire à la déontologie policière cite devant le Comité de déontologie policière les agents Christopher Brault, matricule 5765, et Mathieu Boucher-Bacon, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal :

1. Lesquels, à Lasalle, le ou vers le 9 avril 2010, alors qu'ils étaient dans l'exercice de leurs fonctions, ne se sont pas comportés de manière à préserver la confiance et la considération que requièrent leurs fonctions, en intervenant à

l'endroit de monsieur Farid Charles, en se fondant sur la race de ce dernier, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (L.R.Q., c. P-13.1, r. 1);

Lesquels, à Lasalle, le ou vers le 9 avril 2010, alors qu'ils étaient dans l'exercice de leurs fonctions, n'ont pas respecté l'autorité de la loi et des tribunaux ni collaboré à l'administration de la justice, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article 7 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (L.R.Q., c. P-13.1, r. 1) :

2. En interpellant illégalement monsieur Farid Charles;
3. En procédant illégalement à son arrestation;
4. En faisant usage illégalement de la force;
5. Lesquels, à Lasalle, le ou vers le 9 avril 2010, alors qu'ils étaient dans l'exercice de leurs fonctions, ont abusé de leur autorité, en portant sciemment une accusation contre monsieur Farid Charles sans justification, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article 6 (3°) du *Code de déontologie des policiers du Québec* (L.R.Q., c. P-13.1, r. 1). »

FAITS

Version du Commissaire

[2] Au moment des évènements ci-après relatés, le plaignant, M. Farid Charles, est enseignant dans une école secondaire de LaSalle, où il s'occupe d'étudiants présentant des problèmes de comportement. M. Charles est de race noire.

[3] Le 9 avril 2010, après sa journée de travail, il se rend à son domicile puis chez des amis à LaSalle, dont le fils est décédé récemment. De cet endroit, un ami, M. Jermaine Fraser, vient le prendre avec sa voiture et ils se rendent à l'aéroport Montréal-Trudeau où ils vont chercher un cousin de M. Fraser pour le ramener dans l'arrondissement de LaSalle.

[4] Une fois le cousin déposé à LaSalle, MM. Charles et Fraser décident de commander un repas au restaurant Lasalle Caribbean, situé dans le centre d'achat Plaza Sami Fruits, sur le boulevard Lafleur à LaSalle¹, qu'ils entendent aller chercher sur place. Il est environ 23 h et ils se trouvent à environ cinq minutes du restaurant.

[5] M. Fraser a été entendu par le Comité. Il est un ami de M. Charles depuis plus de 15 ans.

[6] Il confirme avoir été en compagnie de M. Charles dans la soirée du 9 avril 2010.

[7] Il témoigne toutefois à l'effet qu'il est allé reconduire un cousin de M. Charles ce soir-là à l'aéroport Montréal-Trudeau et, par la suite, qu'ils se sont rendus au bureau de M. Charles pour discuter d'un projet concernant une activité organisée pour des jeunes.

[8] C'est de cet endroit, suivant M. Fraser, qu'il commande un repas au restaurant Lasalle Caribbean.

[9] MM. Charles et Fraser se présentent au restaurant vers 23 h 15.

[10] M. Fraser possède une Honda Accord noire 1999, dont l'immatriculation temporaire est encore collée à l'intérieur de la vitre arrière.

[11] Il stationne son auto devant le restaurant, près du trottoir, le devant du véhicule en sens inverse de la circulation.

¹ Pièce C-1, photos 1 et 2.

[12] M. Charles ne se souvient pas s'il y a d'autres autos sur ce stationnement. Selon M. Fraser, quelques autos se trouvent sur le stationnement qui est bien éclairé.

[13] Seulement deux commerces sont encore ouverts sur le site de Plaza Sami Fruits, soit le restaurant et une station-service située à l'extrémité du stationnement².

[14] M. Fraser sort de son véhicule et entre au restaurant.

[15] M. Charles demeure dans l'auto, assis du côté passager, et commence à jouer au poker sur son téléphone cellulaire.

[16] Suivant M. Charles, l'auto n'est pas en marche et les lumières de détresse sont en fonction. Suivant M. Fraser, l'auto est en marche et les phares avant sont en fonction.

[17] Concentré à jouer au poker sur son téléphone cellulaire « *since a good amount of time* », M. Charles ne réalise pas qu'un véhicule de patrouille s'est garé derrière lui.

[18] Soudain, la portière du conducteur est ouverte. Sans avoir encore réalisé à qui il s'adresse, il dit : « *You're not supposed to open someone's door like that.* »

[19] Levant les yeux à ce moment, il constate qu'il s'agit d'un policier qui lui répond « *I can do whatever I want* » et lui demande « *licence and registration.* »

[20] M. Charles précise dans son témoignage qu'il comprend alors que le policier exige les documents relatifs à la propriété et l'immatriculation de l'auto.

² Pièce C-2.

[21] Il répond « *I don't have this information* » et pointe vers le restaurant mentionnant : « *My friend is at the restaurant.* »

[22] Le policier lui ordonne : « *Sit down there and be quiet and do as I say.* »

[23] Il réplique « *Officer is there any problem?* », ce à quoi le policier rétorque : « *Have been breakins in the area* ».

[24] M. Charles répète : « *My friend is in the restaurant.* »

[25] Le policier lui demande de s'identifier (« *asks for ID* »).

[26] M. Charles demande : « *On what ground and what basis?* »

[27] À ce moment, la portière du conducteur est refermée par le policier.

[28] Le téléphone cellulaire de M. Charles, qu'il tient toujours dans la main droite, sonne. C'est Jermaine Fraser qui se trouve dans le restaurant et qui a aperçu la scène. Il lui mentionne : « *Papers are in the....* »

[29] M. Charles n'entend pas le reste de la phrase. La portière de son côté est ouverte et il est saisi par le bras droit par l'agent Christopher Brault qui le somme de sortir de l'auto.

[30] Il réplique : « *I'm not being rude nor aggressive. Please take your hand away from me and again do you have the right to open someone's door like that?* »

[31] Le policier répond : « *Get out of the car or I'm gonna take you out of the car.* »

[32] L'agent Brault le saisit pas l'encolure et il le sort de l'auto. M. Charles porte toujours sa ceinture de sécurité qu'il détache de sa main gauche.

[33] Son téléphone cellulaire, qu'il tient dans sa main droite, est projeté à l'extérieur de l'auto.

[34] À peine sorti de l'auto, alors qu'il est debout, un deuxième policier tente de lui asséner un coup de poing. Il l'évite.

[35] Il est couché au sol par les deux policiers le long de la voiture, du côté passager, et il est menotté.

[36] À ce moment, il entend M. Fraser qui sort du restaurant de même que le propriétaire, M. Roy Glanville. M. Fraser dit « *It's my car* » et M. Glanville : « *He's a teacher not a criminal.* »

[37] L'agent Brault rétorque « *I don't care who he is* » et leur ordonne de retourner dans le restaurant.

[38] M. Charles est relevé puis amené vers le véhicule de patrouille, lequel il dit voir pour la première fois.

[39] Il est fouillé et son portefeuille est retiré de ses poches.

[40] Il est placé à l'arrière du véhicule patrouille. Un policier lui dit : « *You're gonna think twice when I'm gonna ask you your ID next time.* »

[41] M. Charles constate que les deux policiers discutent entre eux de l'infraction qui pourrait lui être remise et consulte un livre (*little handbook*).

[42] Il demeure environ 40 minutes dans l'auto.

[43] Il constate que les policiers appelés en renfort sont à l'extérieur devant le restaurant, de même que MM. Fraser et Glanville.

[44] Finalement, on le sort de l'auto, on lui enlève les menottes et on lui remet un constat d'infraction lui reprochant « d'avoir été trouvé errant sans pouvoir justifier sa présence³. »

[45] M. Charles se dirige alors à l'intérieur du restaurant dans la salle de toilettes où il demeure environ 10 minutes. Il pleure.

[46] Il n'a pas reparlé à MM. Fraser et Glanville qui se trouvent à l'extérieur et il quitte par la suite avec une amie qu'il avait contactée au préalable pour qu'elle vienne le chercher et le reconduire à son auto qui se trouvait à cinq minutes de marche de cet endroit.

[47] M. Charles a plaidé non coupable à l'infraction reprochée et la plainte qui devait faire l'objet d'une audience, le 9 janvier 2012, devant la Cour municipale de Montréal, a été retirée⁴.

[48] Dans son témoignage, M. Fraser mentionne avoir connaissance de l'arrivée des policiers devant le restaurant alors qu'il se trouve en file à l'intérieur, attendant le repas commandé.

[49] Pour ne pas perdre sa place dans la file, il décide de téléphoner à M. Charles pour lui indiquer où se trouvent les documents d'immatriculation et d'assurance de l'auto.

³ Pièce C-3.

⁴ Pièce C-5.

[50] Il constate toutefois à ce moment que M. Charles est tiré à l'extérieur de l'auto par les policiers et c'est alors qu'il sort pour se diriger vers celle-ci.

[51] Selon le propriétaire du restaurant, M. Glanville, au moment où M. Fraser se présente pour venir chercher les repas commandés, tout est prêt et il n'a pas à faire la file en raison de la présence de clients.

[52] Il témoigne à l'effet qu'il remarque la présence des policiers en raison des gyrophares qui sont activés.

[53] Il est à la fenêtre du restaurant avec M. Fraser quand il voit les policiers sortir M. Charles.

[54] Ils sortent ensemble accompagnés de deux autres personnes présentes à ce moment, une employée et un client.

[55] M. Glanville crie : « *Yo! Yo! He's a teacher.* »

[56] M. Fraser mentionne avoir vu un des policiers tenter d'asséner un coup de poing à M. Charles quand il est sorti de l'auto. Il admet n'avoir jamais mentionné ce fait lors d'une déclaration donnée à l'enquêteur du Commissaire.

[57] Il dit que M. Charles est menotté alors qu'il se trouve au sol et que par la suite il est amené vers le véhicule patrouille.

[58] Selon M. Glanville, M. Charles est sorti de l'auto et conduit devant le capot du véhicule patrouille, où il est fouillé.

[59] Les policiers les somment de retourner à l'intérieur du restaurant, ce qu'ils font.

[60] Une fois M. Charles relâché par les policiers, M. Fraser mentionne avoir discuté une vingtaine de minutes avec lui. Puis, ils sont partis ensemble dans l'auto de M. Fraser qui l'a reconduit à sa résidence de LaSalle.

[61] M. Glanville témoigne à l'effet qu'il a rencontré M. Charles une fois qu'il fut relâché, et être « *pretty sure* » que MM. Fraser et Charles ont quitté ensemble.

[62] M. Glanville précise que les heures d'ouverture du restaurant Lasalle Caribbean varient de midi trente à 22 h ou 23 h, sauf exception lors de soirées spéciales. Lors de l'évènement, le restaurant devait fermer à 23 h.

Version de la partie policière

[63] Le 9 avril 2010, 00 h 30, les agents Brault et Mathieu Boucher-Bacon patrouillent en duo sur le quart de nuit, dans l'arrondissement de LaSalle.

[64] Circulant sur le boulevard Lafleur, les policiers aperçoivent un véhicule garé sur le stationnement de Plaza Sami Fruit, devant le restaurant Lasalle Caribbean.

[65] L'agent Brault mentionne qu'il distingue dès ce moment que le véhicule n'a pas de plaque d'immatriculation extérieure et qu'il est stationné en contresens de la circulation devant le restaurant.

[66] Les policiers décident de s'approcher du véhicule.

[67] L'agent Brault explique, dans son témoignage, que le Lasalle Caribbean est connu des policiers oeuvrant dans l'arrondissement de LaSalle comme étant fréquenté par des membres de gang de rue ou autres sujets qualifiés « d'intérêt », et que l'on considère l'endroit comme un lieu où se transigent des stupéfiants. Son propriétaire, M. Glanville, est connu des milieux policiers et considéré comme individu « d'intérêt ».

[68] L'agent Brault ajoute qu'un homicide est survenu, une dizaine de jours auparavant, dans une rue située à l'arrière du centre commercial.

[69] Une fois sur le stationnement, le véhicule de patrouille s'approche à environ cinq mètres de l'auto stationnée et s'immobilise.

[70] Suivant les policiers, tous les commerces sont fermés, le stationnement est désert, à l'exception du véhicule ciblé, dont le moteur et les lumières sont éteints.

[71] Les gyrophares et les lumières « *take down* » du véhicule de patrouille sont mis en fonction.

[72] L'agent Brault aperçoit, à ce moment, qu'une immatriculation temporaire est collée à l'intérieur de la vitre teintée arrière du véhicule.

[73] Il constate la présence d'un passager, mais ne peut distinguer du côté conducteur en raison de la configuration des banquettes.

[74] Les policiers débarquent de leur véhicule aux fins de connaître la raison de la présence de cette automobile dans le stationnement, alors que tous les commerces sont fermés.

[75] L'agent Brault s'approche du côté conducteur, en éclairant à l'aide d'une lampe de poche, et l'agent Boucher-Bacon se place derrière l'auto, côté passager.

[76] L'agent Brault éclaire l'intérieur de l'auto et constate qu'il n'y a personne sur le siège du conducteur.

[77] Il ouvre la portière du conducteur et se penche la tête à l'intérieur (la conversation qui suit se déroule de part et d'autre uniquement en anglais).

[78] Il voit alors M. Charles qui demande : « *Are you allowed to do that?* »

[79] Il répond « *I'm allowed to do whatever I want as long as it's legal* » et lui demande de s'identifier en disant : « *Do you have an ID?* »

[80] Dans son témoignage, l'agent Brault affirme n'avoir jamais demandé à M. Charles les papiers relatifs à l'auto ni son permis de conduire, mais simplement une preuve d'identité.

[81] M. Charles répond : « *Whatever dude.* »

[82] L'agent Brault lui demande (en français dans son témoignage) : « Ton nom et ce que tu fais ici ce soir. »

[83] M. Charles répond : « *No way, you ain't got shit on me* ». Et il ajoute : « *I don't have to. I'm the passenger.* »

[84] L'agent Brault constatant l'absence de coopération de M. Charles lui dit alors (en français dans son témoignage) : « Je veux savoir ce que tu fais ici dans un véhicule. Tous les commerces et toutes les lumières sont fermés. Fais-tu le guet pour une intro? Attends-tu quelqu'un qui va sortir? Je t'enquête pour des raisons criminelles et non le Code de la route. »

[85] M. Charles répond : « *No way you ain't got shit on me.* »

[86] L'agent Brault le somme : « *You be quiet and sit still.* »

[87] L'agent Brault témoigne à l'effet que, pour lui, l'intervention devient à ce moment une « détention pour fins d'enquête », considérant la non-collaboration et le ton agressif de M. Charles. Il précise, sur ce point, n'avoir jamais été au-delà de la détention et ne pas avoir procédé à l'arrestation de M. Charles lors de leur intervention.

[88] Il referme la portière du conducteur, contourne l'auto par l'arrière et ouvre la portière avant du côté passager.

[89] L'agent Boucher-Bacon, qui se tenait du côté droit à l'arrière de l'auto, s'approche également de la portière du passager.

[90] L'agent Brault précise que, dès lors, il a l'intention de sortir M. Charles du véhicule car il n'entend pas discuter avec un individu à l'intérieur d'une auto stationnée devant un lieu « d'intérêt » connu.

[91] Parvenu du côté passager, il ouvre la portière et demande à nouveau à M. Charles : « *What is your name and what are you doing there?* »

[92] Puis il ajoute « *I want you to get out of the car or we are gonna take you out the car* » et finalement « *get out of the car* ».

[93] L'agent Brault agrippe le chandail de M. Charles. Celui-ci fait un mouvement et se dégage.

[94] Le cellulaire de M. Charles sonne. Il répond et regarde vers le côté conducteur, indifférent à la présence du policier.

[95] L'agent Brault tente à nouveau de sortir M. Charles de l'auto, mais perd son emprise une deuxième fois.

[96] Ce n'est qu'à la troisième tentative qu'il mentionne avoir réussi à sortir le plaignant, en augmentant la force utilisée pour ce faire, compte tenu de la résistance rencontrée.

[97] Une fois M. Charles à l'extérieur, l'agent Boucher-Bacon intervient et l'assiste pour immobiliser M. Charles au sol, sur le ventre.

[98] Selon l'agent Brault, aucune technique de diversion ni coup de poing n'ont été utilisés par l'agent Boucher-Bacon ou lui-même, la sortie du véhicule et l'amenée au sol étant pratiquées alors que le plaignant est contrôlé.

[99] Une fois immobilisé, M. Charles est menotté.

[100] Au même moment, l'agent Brault voit surgir quatre à six individus venant du restaurant, qu'il croyait jusque là fermé.

[101] À travers les individus, il reconnaît M. Glanville, le propriétaire du restaurant qui crie : « *He's a teacher not a bad guy.* »

[102] Surpris de la présence de ces gens qui s'approchent, il demande des renforts et se positionne devant le groupe en leur intimant l'ordre « *Back up, back up, get back to the restaurant* », tout en brandissant son bâton télescopique.

[103] M. Glanville demande aux personnes sorties du restaurant d'y retourner en disant « *Let them do their job* » et en répétant : « *The guy is a teacher he's a good guy.* »

[104] L'agent Brault avise les renforts qui se dirigent vers la scène que la situation semble « tout à l'ordre ». Quelques instants plus tard, quatre véhicules et sept policiers sont sur place.

[105] M. Charles, qui a été menotté au sol, est relevé et amené près du véhicule de patrouille où il est fouillé, alors que son portefeuille est pris dans une poche de son pantalon. Il est ensuite placé à l'arrière du véhicule de patrouille.

[106] L'agent Brault témoigne à l'effet qu'il décide de placer M. Charles dans le véhicule aux fins de continuer son enquête et de clarifier la situation, compte tenu de l'attitude de M. Charles qui est toujours indifférent.

[107] L'agent Brault ajoute que, même après avoir constaté que des clients se trouvaient à l'intérieur du restaurant, celui-ci lui semblait toujours fermé en raison de l'absence presque complète d'éclairage et de la présence de rideaux couvrant la partie inférieure des fenêtres⁵.

[108] Se heurtant à nouveau à une attitude indifférente de M. Charles, les policiers décident de fermer la cloison de plexiglass séparant l'avant et l'arrière du véhicule de patrouille et, à partir des informations obtenues des documents se trouvant dans le portefeuille de M. Charles, l'agent Boucher-Bacon procède aux vérifications d'usage au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ).

[109] L'agent Brault, qui est retourné à l'extérieur de l'auto, discute avec M. Glanville qui lui répète que M. Charles est enseignant dans une polyvalente à LaSalle.

[110] M. Fraser est aussi rencontré par l'agent Brault. Il lui confirme que la Honda lui appartient. L'agent Brault prend les informations nécessaires relatives à l'immatriculation temporaire aux fins de vérifications au CRPQ.

[111] Toutes les vérifications, tant pour le véhicule que pour MM. Charles et Fraser, s'avèrent négatives.

⁵ Pièce-C-1, photos 9 et 10.

[112] Les deux policiers considèrent alors qu'il n'y a pas matière à accusation criminelle « compte tenu du contexte et de l'évènement qu'on a vécu avec M. Charles », mais que le refus de s'identifier et de justifier sa présence peut constituer une infraction à un règlement municipal.

[113] L'agent Boucher-Bacon mentionne à son collègue avoir déjà utilisé une disposition parlant de « refus de rendre compte à un policier la nuit » alors qu'il était en exercice dans un autre arrondissement.

[114] Les deux policiers se mettent donc à la recherche d'une disposition similaire en fouillant chacun de leur côté le « Répertoire des règlements municipaux autres que de circulation »⁶ pour l'arrondissement de LaSalle.

[115] Finalement, les deux s'entendent sur l'article 11.6 du Règlement 29, dont le texte abrégé qu'il consulte mentionne :

« a été trouvé errant sans pouvoir justifier sa présence. »

[116] Un constat d'infraction alléguant cette infraction est rédigé par l'agent Boucher-Bacon.

[117] M. Charles est ensuite sorti du véhicule, démenotté, et le constat lui est remis.

⁶ Pièce Comité-1.

[118] Les deux agents quittent ensuite les lieux. Suivant la carte d'appel⁷, l'intervention a duré environ 30 minutes.

[119] En contre-interrogatoire, l'agent Brault précise que, pour lui, dans le contexte où il se trouvait le 9 avril 2010, M. Charles avait l'obligation de collaborer et donc de répondre à sa demande d'identification.

[120] Il explique que c'est le défaut de se conformer à cette demande par M. Charles qui a fait naître pour lui des soupçons qu'il était partie à une infraction, bien qu'aucun élément ne lui permettait d'en connaître davantage la nature ou son implication exacte.

[121] Il précise qu'il n'avait jamais pris connaissance de la version intégrale de l'article 11.6 du Règlement 29 avant l'intervention impliquant M. Charles et qu'il est d'usage que les policiers s'en remettent aux versions abrégées des articles sans pour autant connaître la version intégrale, considérant le grand nombre de règlements applicables dans les différents arrondissements de la Ville de Montréal.

[122] L'agent Brault précise encore que pour lui comme pour l'agent Boucher-Bacon, en raison notamment du fait qu'il est en premier lieu anglophone, le mot « errant » a pu être mal interprété. Quant à lui, il considérait ce mot comme signifiant « présent » ou dans le contexte où se trouvait M. Charles « être assis ou immobilisé dans le véhicule ».

⁷ Pièce P-3.

[123] L'agent Boucher-Bacon corrobore, pour l'essentiel, le témoignage de l'agent Brault concernant le déroulement de l'évènement, soit les motifs pour s'approcher du véhicule de M. Fraser, les manœuvres exécutées pour sortir M. Charles, le menotter et le fouiller et les recherches exécutées sur MM. Charles et Fraser aux fins d'émettre le constat d'infraction.

[124] Il précise avoir entendu l'agent Brault demander à M. Charles de s'identifier et lui demander les raisons pour lesquelles il se trouvait à cet endroit. Il n'est pas en mesure de rapporter les propos de M. Charles, mais celui-ci lui est apparu dès le début « non coopératif et ne semblant pas vouloir collaborer. »

[125] Quant à lui, le mot « errant », dans le contexte de l'article 11.6, signifiait « flânant » et trouvait application, compte tenu de ce qu'il avait constaté.

[126] De fait, l'agent Boucher-Bacon ne contredit son collègue de façon catégorique et significative que sur un élément.

[127] En contre-interrogatoire, à la question précise à savoir si, dans le contexte de la présente affaire, M. Charles, selon lui, avait l'obligation légale de s'identifier, il répond « non ».

APPRÉCIATION DE LA PREUVE ET MOTIFS DE LA DÉCISION

[128] Considérant les faits mis en en preuve, il y a lieu d'analyser et de disposer des chefs 2 à 5 de la citation aux fins, par la suite, de se servir des éléments factuels retenus pour décider du chef 1 (intervention en se fondant sur la race).

Chef 2 – En interpellant illégalement M. Charles (article 7 du Code)

[129] Il est reconnu par la jurisprudence que les policiers, dans le cadre des obligations qui leur incombent, ont le pouvoir d'interpeller un citoyen pour obtenir des renseignements ou des informations qu'ils jugent nécessaires.

[130] Ce droit est toutefois modulé par celui du citoyen ainsi interpellé de ne pas collaborer ou assister le policier :

« [...]

21 Plus particulièrement, quiconque est interpellé par un représentant de l'État a habituellement le choix de simplement s'en aller : *R. c. Esposito* (1985), 24 C.C.C. (3d) 88 (C.A. Ont.), p. 94; *Dedman c. La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 2, p. 11, citant le juge Martin de la Cour d'appel de l'Ontario (1981), 32 O.R. (2d) 641, p. 653) :

[TRADUCTION] Un agent de police peut aborder une personne dans la rue et lui poser des questions, mais si la personne refuse de lui répondre, l'agent doit la laisser poursuivre sa route à moins [...] qu'il ne l'arrête...

Voir également *Demande fondée sur l'art. 83.28 du Code criminel (Re)*, 2004 CSC 42, [2004] 2 R.C.S. 248, par. 131. Lorsque ce choix lui est enlevé -- que ce soit par suite d'une contrainte physique ou d'une contrainte psychologique -- il y a détention.

[...] »⁸ (Soulignement du Comité)

« [...]

[33] Sous réserve des droits individuels, les policiers possèdent généralement des pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs devoirs. Ainsi, dans le cadre de l'exercice de ceux-ci, les policiers ont le pouvoir de s'adresser aux gens, de les interpeller, de leur poser des questions et de requérir des informations.

⁸ *R. c. Grant*, [2009] 2 R.C.S. 353.

Les droits individuels et l'interpellation par un policier

[34] Cependant, les obligations des justiciables à l'endroit des policiers ne correspondent pas toujours à l'étendue des pouvoirs de ces derniers. Les policiers se trouvent confrontés aux droits et libertés reconnus à chacun. Dans l'exercice de leurs devoirs, les policiers ont alors des pouvoirs limités.

[35] La loi fait une nette distinction entre les devoirs des policiers et les pouvoirs que ceux-ci exercent à cette fin et les obligations des personnes qu'ils abordent. La loi doit obliger une personne à se conformer aux ordres des policiers pour qu'elle ait l'obligation de s'y plier (*R. c. Guthrie*, (1982) 28 C.R. (3d) 395, 398-399 (C.A. Alb.)).

[36] Notre droit reconnaît que, bien qu'un citoyen ait l'obligation morale et sociale de collaborer et d'assister les policiers dans l'exécution de leurs devoirs, ce citoyen n'a cependant aucune obligation légale de le faire. En effet, chacun a le droit de refuser de répondre aux questions des personnes en autorité ou de les accompagner, à moins qu'une disposition de la loi ne l'y oblige (*Rice c. Connolly*, [1966] All E.R. 649, 652; *Moore c. La Reine*, [1979] 1 R.C.S. 195, 209; *Guthrie*, précitée, p. 398; *R. c. Albert*, J.E. 2003-1374, par. 20 (C.Q.); *R. c. Jones*, [1995] J.Q. n° 2668, par. 17 (C.M.); *R. c. Kirsh*, J.E. 1995-545 (C.M.)).

[37] Ainsi, toute personne a droit au silence. Elle peut refuser de répondre à toutes questions des policiers, même si, ce faisant, elle démontre un piètre esprit civique (*Rice c. Connolly*, précitée, p. 651-652; *États-Unis d'Amérique c. Ross*, [1993] R.J.Q. 1113, 1118 (C.S.) *Albert*, précitée, par. 29; *R. c. Grant*, [2009] 2 R.C.S. 353, par. 21). Ce droit est intimement lié à la liberté de toute personne de parler ou de se taire, de choisir ses interlocuteurs et les personnes qu'elle veut rencontrer, à moins que la loi ne l'oblige à agir autrement. Ce droit relève aussi de sa liberté d'expression (*R. c. Biron*, [1976] 2 R.C.S. 56, 64-65, *Rothman c. La Reine*, [1981] 1 R.C.S. 640, 683).

[38] De plus, les policiers n'ont pas le pouvoir absolu d'exiger que chacun s'identifie afin de contrôler son identité. Si les policiers peuvent demander à une personne de s'identifier, celle-ci peut refuser de le faire, si la loi ne lui en fait pas obligation.

[39] Il importe de rappeler que, généralement, l'identification d'une personne interpellée, en flagrant délit ou en fuyant les lieux d'un crime, tient à l'existence préalable de motifs raisonnables de croire à une infraction soit criminelle en vertu de l'article 495 du *Code criminel*,

L.R.C. 1985, c. C-46, soit pénale en vertu de l'article 72 du *Code de procédure pénale*, L.R.Q., c. C-25.1. L'identification n'est pas dans ces circonstances, la première étape d'une enquête, mais l'étape finale après avoir arrêté ou interpellé l'individu, afin de connaître l'identité du contrevenant.

[...] »⁹ (Soulignements du Comité)

[131] Ainsi, s'il y a insistance pour obtenir une réponse et donc contrainte physique ou psychologique, l'interpellation est une détention si elle comporte, dans le contexte où elle se déroule, l'impossibilité pour le citoyen de quitter les lieux avant d'avoir répondu aux questions posées.

[132] Dans un tel cas, l'interpellation sera illégale, si elle survient sans que les policiers n'aient « de motifs raisonnables de soupçonner, à la lumière de toutes les circonstances, que cette personne est impliquée dans un crime donné et qu'il est nécessaire de le détenir »¹⁰.

[133] La partie policière soumet en argumentation que le présent chef aurait dû être libellé comme étant « détention illégale » et non « interpellation illégale », puisque, suivant le sens strict et littéral qu'elle propose, soit « l'action d'adresser la parole à quelqu'un d'une façon plus ou moins brusque pour demander quelque chose », toute interpellation survient dans les premiers instants d'une interception policière et est permise.

[134] Elle ajoute que le Commissaire, en transformant, dans le cours de sa preuve, l'interpellation en détention, crée un nouveau chef, ce qui va à l'encontre des dispositions du paragraphe 2 de l'article 232 de la Loi sur la police¹¹ (Loi).

⁹ *Ville de Québec c. Roy*, 2010, Can LII 63051 (QC C.M.).

¹⁰ *R. c. Mann*, [2004] 3 R.C.S. 59, paragr. 45.

¹¹ L.R.Q., c. P-13.1.

[135] Avec respect, le Comité est d'avis que la partie policière était en mesure de comprendre et saisir la teneur et la nature de l'acte dérogatoire reproché, tel que libellé, comme référant à une forme de détention résultant de l'insistance et de la nature des questions posées et non simplement un reproche de s'être adressé au plaignant pour « demander quelque chose », et en conséquence, que la preuve administrée par le Commissaire n'a pas eu effet de modifier le chef ou en créer un nouveau.

[136] En cas de doute quant à la nature du chef déposé, une demande de précision formelle ou dans le cadre de la conférence préparatoire tenue entre les parties avant l'audience s'offrait à la partie policière, ce qu'elle n'a pas jugé à propos de faire. Le Comité considère qu'elle avait donc la possibilité de présenter une défense pleine et entière à l'encontre du chef 2 tel que libellé.

[137] La preuve démontre que l'agent Brault est seul du côté conducteur de la Honda au moment où il établit le premier contact avec M. Charles, l'agent Boucher-Bacon s'étant placé à l'arrière du véhicule du côté passager.

[138] Les versions de l'agent Brault et de M. Charles rapportant la conversation qui a lieu divergent considérablement, sauf en ce qui a trait à l'essence des deux premiers échanges, M. Charles contestant le droit de l'agent Brault d'ouvrir la porte de l'auto et celui-ci lui répondant « qu'il est en droit de faire ce qu'il veut » (l'agent ajoutant dans sa version « en autant que c'est légal »).

[139] Par la suite, l'agent Brault limite les propos de M. Charles à des formules grossières et impolies en réponse aux questions lui demandant de s'identifier ou d'expliquer sa présence à cet endroit.

[140] M. Charles, quant à lui, bien qu'admettant avoir refusé de s'identifier, mentionne avoir référé l'agent Brault au fait que le conducteur de l'auto se trouvait à l'intérieur du restaurant, tout en insistant pour savoir en vertu de quels droits il pouvait exiger qu'il s'identifie.

[141] Les deux témoignages comportent également des éléments peu plausibles.

[142] Ainsi, il est difficile de concevoir, comme le prétend M. Charles, qu'il n'a jamais eu connaissance de la présence des policiers, avant que l'agent n'ouvre la porte du véhicule, alors que pourtant le véhicule de patrouille était stationné environ cinq mètres à l'arrière, les gyrophares allumés et les lumières « *take down* » en fonction (soit deux phares éblouissants se trouvant sur le toit). M. Glanville qui se trouve à l'intérieur du restaurant témoigne à l'effet qu'il a constaté l'arrivée des policiers en raison des gyrophares.

[143] Du côté policier, il apparaît curieux que l'agent Brault, dont la présence sur les lieux s'expliquait par le fait d'un véhicule « suspect » se trouvant sur le terrain de stationnement, s'adresse au passager et en aucun temps ne lui demande où se trouve le conducteur.

[144] Par ailleurs, M. Charles est contredit par M. Fraser sur des points précis concernant leur emploi du temps durant la soirée, le fait de savoir si l'auto était en marche ou non et quelles lumières étaient en fonction au moment de l'arrivée des policiers, mais surtout quant au fait que M. Fraser aurait discuté avec M. Charles après l'évènement devant le restaurant pour ensuite le raccompagner chez lui, M. Charles ayant témoigné à l'effet qu'il n'aurait pas reparlé à M. Fraser avant de quitter avec une amie venue le chercher à sa demande.

[145] De l'avis du Comité, la conversation suggérée par l'agent Brault apparaît davantage compatible avec le début de l'échange contestant immédiatement le droit du policier à ouvrir la porte de l'auto.

[146] Tel qu'il l'a lui-même admis, l'agent Brault s'attendait, ou à tout le moins espérait, une collaboration spontanée du passager et il fut indisposé, pour ne pas dire plus, par l'attitude de M. Charles, ce qui peut expliquer son insistance à obtenir son identité et la raison de sa présence à cet endroit, au lieu de s'informer où se trouvait le conducteur.

[147] De fait, suivant ce qu'explique l'agent Brault, dès la deuxième question lui demandant son nom et les raisons de sa présence, M. Charles devait s'identifier et collaborer, sous peine de devenir suspect.

[148] Comme le démontre d'ailleurs la suite de l'évènement, dès lors, pour l'agent Brault, M. Charles n'était plus libre de quitter les lieux ou simplement de garder le silence et donc était détenu (et non simplement interpellé sans aucune contrainte) au sens de l'arrêt *Grant*¹² :

« [...] »

25 Notre Cour a rejeté le premier sens limite dans *R. c. Therens*, [1985] 1 R.C.S. 613, en statuant que, pour l'application de la *Charte*, il y a détention lorsqu'un agent de l'État, en exerçant une contrainte physique ou psychologique, prive une personne de l'option de simplement s'en aller. Cette situation englobe non seulement les entraves claires à la liberté résultant d'une intervention physique ou d'un ordre explicite, mais également toute forme de « contrainte ». Une personne est détenue lorsqu'elle « se soumet ou acquiesce à la privation de liberté et croit raisonnablement qu'elle n'a pas le choix d'agir autrement » (*Therens*, p. 644). Il est clair qu'une personne peut raisonnablement croire qu'elle n'a [page 377] pas le choix dans les circonstances même si la police ne s'est pas formellement saisie d'elle.

[...] » (Soulignement du Comité)

¹² Précité, note 8.

[149] Cette détention était-elle justifiée, c'est-à-dire basée sur des motifs raisonnables de soupçonner que M. Charles était partie à un crime commis ou à commettre?

[150] Le droit de détenir pour fins d'enquête un citoyen a été reconnu et encadré par la Cour suprême, notamment par les arrêts *Mann*¹³ et *Grant*¹⁴ où les paramètres de ce pouvoir ont été définis :

« [...]

34 Il ressort de la jurisprudence plusieurs principes directeurs régissant l'utilisation du pouvoir des policiers en matière de détention aux fins d'enquête. L'évolution du critère formulé dans l'arrêt *Waterfield*, de même que l'obligation des policiers de disposer de motifs concrets établis dans l'arrêt *Simpson*, requiert que les détentions aux fins d'enquête reposent sur des motifs raisonnables. La détention doit être jugée raisonnablement nécessaire suivant une considération objective de l'ensemble des circonstances qui sont à la base de la conviction du policier qu'il existe un lien clair entre l'individu qui sera détenu et une infraction criminelle récente ou en cours. La question des motifs raisonnables intervient dès le départ dans cette détermination, car ces motifs sont à la base des soupçons raisonnables du policier que l'individu en cause est impliqué dans l'activité criminelle visée par l'enquête. Toutefois, pour satisfaire au deuxième volet du critère établi dans l'arrêt *Waterfield*, le caractère globalement non abusif de la décision de détenir une personne doit également être apprécié au regard de l'ensemble des circonstances, principalement la mesure dans laquelle il est nécessaire au policier de porter atteinte à une liberté individuelle afin d'accomplir son devoir, la liberté à laquelle il est porté atteinte ainsi que la nature et l'étendue de cette atteinte.

[...] » (Soulignement du Comité)

¹³ Précité, note 10.

¹⁴ Précité, note 8.

« [...]

55 Dans *Mann*, notre Cour a écarté l'idée -- évoquée dans la jurisprudence antérieure (voir *R.c. Duguay* (1985), 18 C.C.C. (3d) 289 (C.A. Ont.)) -- qu'une détention non autorisée par la loi n'était pas nécessairement arbitraire et elle a confirmé l'existence en common law d'un pouvoir policier de détention pour enquête. On voulait, dans cette jurisprudence, qu'une arrestation reposant sur des motifs qui ne correspondaient pas tout à fait aux « motifs raisonnables et probables » nécessaires ne soit pas automatiquement jugée arbitraire au sens de dépourvue de fondement ou abusive. *Mann*, en confirmant la légalité de détentions brèves aux fins d'enquête fondées sur des « soupçons raisonnables », a statué implicitement que, s'il n'existait pas au moins des soupçons raisonnables, la détention était illégale et, par conséquent, arbitraire au sens où il faut l'entendre pour l'application de l'art. 9.

[...] »

[151] Les motifs raisonnables exigés comportent un aspect à la fois objectif et subjectif ainsi définis dans l'arrêt *Roy*¹⁵ :

« [...]

[52] Les motifs raisonnables comportent un aspect subjectif et un aspect objectif. L'aspect subjectif est constitué de la croyance sincère ou de soupçons rationnels du policier, selon la nature des motifs exigés, à partir des faits à sa connaissance ou des informations fiables qu'il détient, quant à la commission de l'infraction par la personne. L'aspect objectif tient au fait qu'une personne raisonnable placée dans les mêmes circonstances et possédant les mêmes informations pourrait entretenir la même croyance ou les mêmes soupçons (*R. c. Storrey*, [1990] 1 R.C.S. 241).

[53] Les motifs raisonnables de croire sont à un niveau supérieur. Il s'agit d'une croyance à une probabilité raisonnable de commission d'une infraction par la personne visée (*R. c. Debot*, [1989] 2 R.C.S. 1140, 1166). Les motifs raisonnables ne sont pas de simples soupçons, ni d'une intuition, même fondée sur l'habitude ou l'expérience. À un niveau inférieur, on retrouve les motifs raisonnables

¹⁵ Précité, note 9.

de soupçonner fondés sur des faits, des constatations ou des informations sérieuses. Ces motifs raisonnables de soupçonner ne sont pas non plus une simple intuition, de simples soupçons, même fondés sur l'expérience ou l'habitude (Mann, précitée, par. 30). À un niveau encore inférieur, on retrouve l'intuition, le simple soupçon ou l'impression. À ce niveau, il n'y a pas de pouvoir de détention.

[...] » (Soulignement du Comité)

[152] La partie policière réfère le Comité à quelques arrêts de cours d'appel canadiennes où la détention pour fins d'enquête a été reconnue et avalisée au profit des policiers s'en étant prévaluée, tout en insistant de façon particulière sur l'arrêt *Langlois/Léonard*, de la Cour d'appel du Québec¹⁶, aux fins d'en tirer les analogies applicables au cas sous étude.

[153] Le Comité, après analyse, y voit plutôt la démonstration que l'agent Brault dans la présente affaire ne disposait pas de motifs raisonnables pour aller au-delà d'une seule demande de s'identifier à M. Charles, si ce dernier refusait de répondre ou collaborer.

[154] M. Charles, passager d'un véhicule stationné devant les commerces d'un centre commercial n'avait aucune obligation de s'identifier et encore moins de justifier sa présence et toute autre question, forme d'insistance ou moyen coercitif étaient non justifiés et donc illégaux.

[155] Dans l'arrêt *Langlois/Léonard*, la Cour d'appel relate ainsi les faits des premiers instants ayant permis de justifier pour les policiers la décision de « détenir pour fins d'enquête » :

¹⁶ *Langlois c. R.* [2011] QCCA 1316 (Can LII).

« [...]

11 À un certain moment, alors qu'ils arrivent à la hauteur d'un centre commercial, ils aperçoivent, sur leur gauche, une camionnette stationnée en travers du sens normal des espaces de stationnement, perpendiculairement à une fourgonnette dont la porte coulissante du côté droit est ouverte. Les deux véhicules sont tout près l'un de l'autre. Les deux policiers remarquent la présence d'un individu (l'appelant Langlois) debout sur le pare-chocs arrière de la camionnette se saisir de quelques sacs-poubelle verts (quatre en tout) et les remettre à un autre individu (l'appelant Léonard) qui se tient près de l'ouverture dégagée par la porte coulissante et qui s'empresse de les lancer dans le fond de la fourgonnette. Le transfert des sacs-poubelle se fait dans la précipitation; les sacs sont pleins, mais ils ne semblent pas lourds. Le sergent-détective Lemire note aussi la présence d'une femme, passagère à l'avant dans la fourgonnette, qui, par ses mouvements de tête de droite à gauche, donne l'impression de faire le guet.

12 Convaincus d'être témoins d'une activité criminelle (dont ils ignorent toutefois la nature exacte, recel ou trafic de stupéfiants...), les policiers se dirigent vers le stationnement. Ils immobilisent leur véhicule derrière la fourgonnette et en actionnent les gyrophares afin, disent-ils, de faire comprendre aux appelants qu'ils sont des policiers (puisque'ils ne portent pas l'uniforme et que leur véhicule est banalisé).

[...] »

[156] La Cour reprend ensuite la description faite par le juge de première instance des soupçons soulevés dès le début de l'intervention :

« [...]

44 Le juge de première instance conclut que les policiers Lemire et DiGenova avaient des motifs raisonnables de soupçonner que les appelants étaient impliqués dans une activité criminelle. Dans sa décision sur la requête en exclusion de preuve, prononcée tout de suite après la première, il explique aux paragraphes 7, 8, et 9 :

[7] La détention était légale, considérant le délai de réaction, la délimitation géographique de l'intervention rapide et les moyens employés étaient adaptés à la situation.

[8] Les soupçons du début étaient :

un positionnement anormal de véhicules dans un stationnement public; une dame dans un des véhicules qui regarde sans cesse de gauche à droite;

un transbordement excessivement rapide de sacs verts de vidanges d'un véhicule à l'autre.

[9] À la vue des policiers, les réactions physiques de messieurs Langlois et Léonard ont donné aux soupçons une raisonnable probante :

monsieur Langlois, très nerveux, était blême et il avait chaud "pas à peu près", sa lèvre "checkait";

monsieur Léonard était blanc comme un drap, il "filait pas "pantoute", sa voix tremblait.

[...]

« 47 La position des véhicules dans le stationnement, la hâte mise par les appelants à transférer les sacs-poubelle d'un véhicule à l'autre, l'attitude de la passagère de la fourgonnette qui donnait l'impression de faire le guet, tous ces éléments ont contribué à créer, dans l'esprit des policiers des motifs raisonnables de soupçonner qu'une activité criminelle était en cours. Il ne s'agit pas ici d'intuition ; il s'agit plutôt de faits qui, mis ensemble et analysés, permettaient raisonnablement aux policiers de soupçonner qu'un crime se déroulait sous leurs yeux. Leur intervention initiale n'avait, selon moi, rien d'arbitraire. Ils ne savaient peut-être pas précisément de quel crime ils étaient les témoins (le sergent-détective Lemire croyait à du recel ou à un trafic de stupéfiants), mais ils en avaient assez pour intervenir et, dans la foulée de cette intervention, détenir brièvement les appelants aux fins de leur enquête.

[...] » (Soulignement du Comité)

[157] Cette séquence de faits compromettants apparaît bien différente de ce dont disposait l'agent Brault pour justifier d'aller au-delà d'une première demande d'identification, après le refus de M. Charles de collaborer.

[158] Contrairement à l'arrêt *Langlois/Léonard*, le cas sous étude ne présente pas un ensemble de faits concordants (*articulable cause*) qui permettait au policier d'avoir la conviction qu'il existait « un lien clair entre l'individu qui sera détenu et une infraction criminelle récente ou en cours » (sans pour autant être obligé d'identifier cette infraction).

[159] Tout en admettant que la présence de cette auto, à minuit trente, dans un stationnement d'un centre commercial, où tous les commerces, selon les policiers, apparaissent fermés, ait pu justifier qu'ils s'en approchent et procèdent à une vérification à partir de son immatriculation temporaire (devenue visible en raison des lumières « *take down* ») et à la limite interpelle son conducteur en vertu du Code de la sécurité routière¹⁷, rien dans cette situation ne permettait l'intrusion dans le véhicule en ouvrant la porte sans avertissement et encore moins la détention même brève du passager, M. Charles, qui n'avait aucune obligation de s'identifier¹⁸.

[160] Rien dans l'attitude de M. Charles ne laissait croire qu'il était à faire le guet pour un quelconque complice et aucun autre élément factuel ne permettait, de manière autre qu'intuitive, d'associer la présence de ce véhicule, visible d'une centaine de mètres du boulevard Lafleur, et de son occupant, à la commission d'un crime se déroulant ou à être commis.

[161] Suivant le témoignage de l'agent Brault, c'est le refus de collaborer qui a rendu M. Charles « suspect » de la possible commission d'un crime toujours indéfini et basé sur de simples impressions.

¹⁷ L.R.Q., c. C-24.2.

¹⁸ *Commissaire c. Robert*, C.D.P., C-97-2243-1, 16 septembre 1998, confirmée par C.Q. Montréal, 500-02-071047-984; *Commissaire c. Laberge*, C.D.P., C-98-2651-2, 22 novembre 1999, confirmée par C.Q. Montréal, 500-02-082867-008; *Commissaire c. Paquet*, C.D.P., C-2000-2942-3, 18 janvier 2002, confirmée par C.Q. Montréal, 500-02-104801-927.

[162] C'est donc, finalement, l'exercice du droit qu'avait M. Charles de ne pas s'identifier ou de collaborer qui est devenu pour le policier le « motif raisonnable » de le soupçonner et non, suivant l'ordre logique qui aurait dû prévaloir, un ensemble de faits concordants le motivant à soupçonner et donc à détenir et, si nécessaire, obtenir son identité.

[163] La prévention et la répression du crime comme mission des corps de police est consacrée à l'article 48 de la Loi et constitue une tâche très importante et souvent périlleuse. Elles ne peuvent toutefois être accomplies au détriment du respect des droits fondamentaux des individus et nécessitent, dans le cas de l'atteinte à la liberté individuelle, une démarche allant au-delà de l'intuition.

« [...]

35 Il n'y a pas nécessairement correspondance entre les pouvoirs dont disposent les policiers et les devoirs qui leur incombent. Bien que, suivant la common law, les policiers aient l'obligation d'enquêter sur les crimes, ils ne sont pas pour autant habilités à prendre n'importe quelle mesure pour s'acquitter de cette obligation. Les droits relatifs à la liberté individuelle constituent un élément fondamental de l'ordre constitutionnel canadien. Il ne faut donc pas prendre les atteintes à ces droits à la légère et, en conséquence, les policiers n'ont pas carte blanche en matière de détention. Le pouvoir de détention ne saurait être exercé sur la foi d'une intuition ni donner lieu dans les faits à une arrestation. »

[...] »¹⁹

[164] Quant à l'agent Boucher-Bacon, la preuve démontre qu'il a entendu les questions posées par l'agent Brault et a constaté la manière avec laquelle il a interpellé M. Charles, ce à quoi il ne s'est pas objecté, pour ensuite participer à la manœuvre faite pour sortir M. Charles du véhicule.

¹⁹ Précité, note 10.

[165] Par ailleurs, le Comité a pris acte du fait que l'agent Boucher-Bacon, qui a assisté au témoignage de son collègue lors de l'audience et a donc pris connaissance des propos échangés tout en étant au fait des circonstances exactes de l'interpellation elle-même, a convenu dans son témoignage que M. Charles « dans le contexte de la présente affaire, n'avait pas d'obligation légale de s'identifier ».

[166] De l'avis du Comité, l'interpellation de M. Charles par les agents Brault et Boucher-Bacon était illégale parce que représentant une détention pour fins d'enquête non justifiée et en conséquence constitue un acte dérogatoire à l'article 7 du Code de déontologie des policiers du Québec²⁰ (Code).

Chef 3 – En procédant illégalement à l'arrestation de M. Charles (article 7 du Code)

[167] Le Comité ayant conclu au deuxième chef que les policiers n'avaient pas de motifs pour détenir M. Charles aux fins d'enquête, il devient tout aussi dérogatoire de procéder à son arrestation comme suite à cette détention.

[168] La partie policière prétend toutefois que M. Charles n'a jamais été mis en état d'arrestation mais uniquement détenu pour fins d'enquête.

[169] La procureure du Commissaire prétend que l'arrestation est survenue au moment où l'agent Brault s'est rendu du côté passager pour le sortir du véhicule, le menotter et le fouiller après qu'il eut refusé de s'identifier et elle réfère au constat abrégé²¹ où le mot « arrêté » est utilisé.

²⁰ R.R.Q., c. P-13.1, r. 1.

²¹ Pièce C-6.

[170] Les policiers témoignent n'avoir jamais indiqué à M. Charles qu'ils le mettaient en état d'arrestation.

[171] L'agent Brault explique l'utilisation du verbe « arrêter » dans son rapport d'infraction abrégé complété le jour de l'évènement comme étant le langage utilisé auprès de M. Charles, et repris dans le rapport, pour qu'il comprenne la situation, le mot « détention » ou « détenir » n'étant peut-être pas assez explicite pour un citoyen non informé :

« [...] je lui informe qu'il s'identifi pas je dois l'arreté car [...]

j'ai informé le def une dernière fois que s'il ne s'identifiait pas que je l'arrêtera. [...] » (*sic*)²²

[172] La Cour suprême, dans l'arrêt *Latimer*²³, confirme que le fait de déterminer si une arrestation a eu lieu ou non ne repose pas sur l'intention qu'auraient pu avoir les policiers impliqués mais sur les gestes posés et la conduite qu'ils ont eus :

« 24. Quelle qu'ait pu être l'intention des agents, toutefois, leur conduite a eu pour effet de placer M. Latimer en état d'arrestation. Il suffit de consulter la définition d'arrestation que notre Cour a élaborée dans l'arrêt *R. c. Whitfield*, [1970] R.C.S. 46, pour le comprendre. Le juge Judson, au nom des juges majoritaires, a statué qu'une arrestation consiste à (i) appréhender au corps ou toucher une personne dans le but de la détenir, ou (ii) à prononcer des mots indiquant l'arrestation à une personne qui se soumet à l'agent qui procède à l'arrestation. Le juge n'a pas précisé les mots qu'il fallait prononcer, mais je pense que nous devons refuser la vision étroite proposée par l'appelant, savoir que seul le mot « arrestation » convient. »

²² Pièce C-6.

²³ *R. c. Latimer*, [1997] 1 R.C.S. 217.

[173] Dans le présent cas, la détention illégale survenue lors de l'interpellation s'est transformée en arrestation au moment où les policiers ont sorti M. Charles du véhicule.

[174] Le fait que les policiers n'aient pas mentionné à M. Charles qu'il était en état d'arrestation ne change pas l'évidence des gestes posés (amenée au sol, pose des menottes, fouille intrusive, assis à l'arrière du véhicule de patrouille) qui démontraient qu'il était de leur intention de mettre M. Charles en état d'arrestation et non en simple détention.

[175] En conséquence, le Comité conclut que les agents Brault et Boucher-Bacon ont procédé à l'arrestation de M. Charles et que cette arrestation a été faite illégalement en dérogation de l'article 7 du Code.

Chef 4 – En faisant usage illégalement de la force (article 7 du Code)

[176] Le Comité ayant conclu, relativement aux chefs 2 et 3, à l'absence de motifs pour détenir et arrêter M. Charles, le fait d'utiliser quelque niveau de force que ce soit pour procéder à cette détention ou à cette arrestation, tel que mis en preuve, devient par le fait même dérogatoire.

[177] En conséquence, le Comité conclut que les agents Brault et Boucher-Bacon ont fait un usage illégal de la force en dérogation des dispositions de l'article 7 du Code.

Chef 5 – Ont abusé de leur autorité en portant sciemment une accusation contre le plaignant sans justification (article 6.3 du Code)

[178] L'article 6.3 du Code se lit comme suit :

« 6. Le policier doit éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public.

Notamment, le policier ne doit pas :

[...]

3° porter sciemment une accusation contre une personne sans justification; »

[179] Tel que déjà décidé par le Comité et les tribunaux d'appel, l'utilisation du mot « sciemment » double le fardeau de preuve du Commissaire obligeant à la fois la preuve de l'émission d'un constat par le policier, mais également la connaissance par celui-ci que l'infraction ou l'accusation reprochée était non justifiée²⁴.

[180] Cette dérogation comporte la nécessité d'une forme « d'intention coupable » allant au-delà de la simple erreur de bonne foi ou résultant de la méconnaissance.

[181] Les agents Brault et Boucher-Bacon ont expliqué, après avoir convenu entre eux que les agissements de M. Charles ne comportaient pas d'infraction de nature criminelle, avoir parcouru le « Répertoire des règlements municipaux autres que de circulation » pour l'arrondissement de LaSalle²⁵ aux fins de tenter d'y trouver une infraction pouvant correspondre aux événements qui venaient de se dérouler, laquelle selon eux, équivalait à « refuser de rendre compte à un policier la nuit ».

²⁴ *Commissaire c. Villeneuve*, C.D.P. C-2011-3731-3, 27 décembre 2012; *Commissaire c. Gauthier*, C.D.P. C-2008-3490-2, 17 août 2010, confirmé par C.Q. Québec, 200-80-004507-107, 30 juin 2011.

²⁵ Pièce Comité-1.

[182] Les deux policiers admettent que, au moment de faire cette recherche, ils n'avaient plus aucun soupçon contre M. Charles après avoir obtenu toute l'information requise sur M. Fraser et lui, et sur la propriété et l'immatriculation du véhicule. Ils étaient également au fait que le restaurant était ouvert, et ainsi, de la raison pour laquelle M. Charles se trouvait dans le véhicule en face de ce commerce.

[183] Malgré tout, selon l'agent Brault, l'attitude non coopérative de M. Charles constituait une infraction devant être sanctionnée et après avoir parcouru le « répertoire », il fut décidé d'arrêter leur choix sur l'article 11.6 de la section « Paix, bonnes mœurs », lequel apparaît en forme abrégée et stipule ce qui suit :

« Amende min. personne : physique 100 \$ morale 100 \$

a été trouvé errant sans pouvoir justifier sa présence; »

[184] Le texte complet de l'article 11.6, qui se retrouve dans le règlement numéro 29 concernant la conservation de la paix, le bon ordre et les bonnes mœurs de l'arrondissement²⁶, mérite d'être repris ci-après en entier :

« Seront considérées, dans les limites de la Ville, comme personnes débauchées, désœuvrées et déréglées dans le sens du présent règlement, et passibles de l'amende imposée pour infraction à icelui, les personnes suivantes :

[...]

6. Toute personne n'ayant pas de moyens visibles de subsistance, trouvée errante en un endroit de la Ville où elle est étrangère ou ayant pris gîte dans une grange ou dans quelque bâtiment qui dépend d'une habitation, ou dans un bâtiment abandonné ou inoccupé ou dans une voiture ou chariot ou dans un wagon à voyageurs ou à marchandises de chemin de fer, ou dans quelque bâtiment de chemin de fer ou sous une tente, sans pouvoir justifier sa présence; »

²⁶ Pièce C-4.

[185] Les deux policiers témoignent à l'effet qu'ils n'avaient pas pris connaissance de la version complète au moment de rédiger le constat d'infraction. Les deux admettent également, après avoir connaissance de l'article 11.6 en entier, que M. Charles n'avait pas commis l'infraction y apparaissant.

[186] L'agent Brault et l'agent Boucher-Bacon témoignent toutefois à l'effet qu'ils étaient, de bonne foi, sous l'impression que l'infraction telle que décrite au Répertoire, en forme abrégée, avait été commise par M. Charles.

[187] Ils mettent sur le compte d'une maîtrise approximative de certaines subtilités de la langue française, le fait d'avoir peut-être interprété erronément le sens des mots se trouvant à l'article 11.6, particulièrement le mot « errant ».

[188] L'agent Brault prétend avoir compris dans le mot « errant » le sens de « présent », « être immobilisé ou assis dans le véhicule », alors que l'agent Boucher-Bacon mentionne avoir compris le sens de « flâner ». Dans les deux cas, ils considèrent que cet état de fait obligeait M. Charles à justifier sa présence.

[189] Le Comité croit les deux policiers lorsqu'ils affirment qu'ils ne connaissaient pas la version intégrale de l'article 11.6 du Règlement 29 au moment de compléter le constat.

[190] Il faut donc ici se limiter aux termes se trouvant à la version abrégée utilisée par les policiers aux fins de déterminer si, sciemment, ils en ont décidé l'application sans justification suite aux agissements et à la situation constatés impliquant M. Charles.

[191] Le Comité a été surpris d'entendre le témoignage de l'agent Brault à l'effet que les policiers, de façon générale, s'en remettaient aux textes abrégés du Répertoire sans avoir jamais lu ou consulté la version intégrale de ces articles.

[192] Le présent cas illustre de manière assez convaincante le danger du raccourci que l'on met à la disposition des policiers aux fins, on peut le présumer, de leur faciliter la tâche.

[193] Aussi, le Comité aurait pu prendre en considération cette anomalie administrative et y trouver une explication disculpatoire justifiant les policiers d'avoir décidé d'appliquer de bonne foi les dispositions de l'article 11.6 abrégé, si une telle version abrégée avait pu les induire en erreur quant à la signification réelle de l'article et la possibilité qu'il s'applique aux faits constatés.

[194] Or, au contraire, le texte de cette version abrégée apparaît à sa face même et sans nécessité d'interprétation élaborée, ne pas s'appliquer aux faits que les policiers avaient pu constater.

[195] Le Comité a eu le bénéfice d'entendre les deux policiers témoigner longuement et avec précision en français lors de l'audience et ne croit pas que ces deux agents aient pu confondre le mot « errant » avec les mots « présent », « assis dans le véhicule » ou encore « flânant » pour l'appliquer à la situation dans laquelle se trouvait M. Charles, suivant le contexte alors connu et les renseignements qu'ils avaient obtenus.

[196] De même, le deuxième volet de cette infraction supposée, « sans pouvoir justifier sa présence », n'avait plus raison d'être un élément de reproche contre M. Charles, comme d'ailleurs il ne l'avait jamais été, puisque les policiers connaissaient maintenant toutes les raisons justifiant cette présence et même plus, compte tenu de l'information personnelle obtenue sur M. Charles et résultant des vérifications faites auprès des différents centres de renseignements.

[197] Ce deuxième élément de l'infraction remise à M. Charles est d'autant plus surprenant quant à l'agent Boucher-Bacon qui a admis que, pour lui, dans le contexte de cette affaire, M. Charles n'avait pas à s'identifier.

[198] De l'avis du Comité, le but de ce constat d'infraction non justifié, était avant tout de tenter de maquiller l'erreur flagrante commise en intervenant auprès de M. Charles de la manière déjà décrite.

[199] Le Comité conclut, pour les motifs précédemment énumérés, que les agents Brault et Boucher-Bacon ont sciemment porté une accusation sans justification contre M. Charles.

Chef 1 – En intervenant à l'endroit de M. Charles en se fondant sur la race de ce dernier (article 5 du Code)

[200] L'article 5 du Code circonscrit ainsi l'acte dérogatoire que constitue le profilage racial :

« 5. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction.

Notamment, le policier ne doit pas :

[...]

4° poser des actes [...] fondés sur la race, la couleur [...].

[...] »

[201] Le Comité a déjà retenu la définition suivante du profilage racial²⁷ :

« Le profilage racial désigne toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs telles la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale ou la religion, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différentiel. »

²⁷ *Commissaire c. Pelletier*, C.D.P. C-2005-3275-2 (1^{er} février 2006), confirmée en appel 2007 QCCQ 9847 Can LII et requête en révision judiciaire rejetée, 2009 QCCS 729 Can LII.

[202] En termes plus spécifiques, il s'agit de décider dans le cas présent :

- 1) si le plaignant fait partie d'un groupe caractérisé susceptible d'être visé par un motif de discrimination;
- 2) s'il a été l'objet, dans l'exercice d'un droit protégé par la loi, d'un traitement inhabituel ou différencié de la part d'une personne en autorité; et
- 3) s'il existe un lien entre le traitement inhabituel allégué et un motif de discrimination, en l'occurrence ici, la couleur de la peau de M. Charles.

[203] De façon générale, la preuve, par celui qui l'allègue, de l'intervention basée sur un motif de discrimination est avant tout circonstancielle :

« A racial profiling claim could rarely be proven by direct evidence. This would involve an admission by a police officer that he or she was influenced by racial stereotypes, in the exercise of his or her discretion to stop a motorist. Accordingly, if racial profiling is to be proven it must be done by inference drawn from the circumstantial evidence. »²⁸

[204] En défense, dans le présent dossier, deux éléments importants reliés aux intentions véritables des policiers impliqués apparaissent avoir été démontrés par preuve directe non contredite :

- 1) la décision de vérifier le véhicule Honda de M. Fraser, par les agents Brault et Boucher-Bacon, a été prise sans qu'ils aient aperçu ni le conducteur ni le ou les passagers et fut basée uniquement sur des motifs ponctuels reliés notamment à la situation du véhicule et à l'heure tardive;
- 2) par la suite, la décision de l'agent Brault d'intervenir dans le véhicule en ouvrant la porte du côté conducteur est intervenue alors qu'il n'avait pas encore aperçu M. Charles de manière distincte, celui-ci témoignant d'ailleurs à l'effet qu'il était resté jusque là concentré sur le jeu vidéo qu'il utilisait sur son téléphone cellulaire.

²⁸ *R. c. Brown* [2003] 64 O.R. (3d) 161.

[205] La preuve prépondérante est donc à l'effet que la vérification du véhicule et l'interpellation initiale n'ont pas été fondées sur la race de M. Charles.

[206] Le présent cas est différent des situations où le policier, face à une apparence physique, un nom ou une tenue vestimentaire ayant un lien avec un ou des facteurs de discrimination, intercepte un véhicule ou interpelle un piéton pour ensuite tenter d'y greffer quelque motif d'infraction ou d'enquête.

[207] Par la suite, l'intervention de l'agent Brault se continuant à l'intérieur du véhicule, et tenant pour avéré le défaut de sa part de respecter les droits de M. Charles de ne pas s'identifier ou collaborer, est-il prouvé que ce traitement différencié, ayant mené à sa détention et son arrestation, était fondé sur la couleur de la peau de M. Charles, ou aurait-il pu se produire à l'encontre de tout « suspect », soit, au sens entendu par l'agent Brault, toute personne dans ce contexte refusant de s'identifier?

[208] C'est avant tout l'échange verbal qui débute de façon abrupte et les propos de M. Charles qui ont eu pour effet de provoquer le policier et le conforter erronément dans ses convictions qu'il avait le droit d'exiger l'identification du passager, l'amenant par la suite à commettre plusieurs erreurs.

[209] Ces motifs, tout en étant insuffisants pour justifier la détention ou l'arrestation, ne constituent pas pour autant une preuve prépondérante de profilage racial.

[210] De l'avis du Comité, suivant les circonstances mises en preuve, ce traitement différencié, basé sur des prémisses fausses mais que l'agent Brault considérait impératives, aurait été le même à l'égard de toute personne interpellée dans un véhicule et ayant eu le comportement et l'attitude de M. Charles, le 9 avril 2010, à minuit trente, sur le stationnement face au restaurant Lasalle Caribbean.

[211] Considérant ce qui précède, il n'a pas été prouvé de manière prépondérante que l'intervention à l'endroit de M. Charles a été faite en se fondant sur la race de ce dernier.

[212] **PAR CES MOTIFS**, après avoir entendu les parties, pris connaissance des pièces déposées et délibéré, le Comité **DÉCIDE** :

Chef 1

[213] **QUE** les agents **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765, et **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal, le 9 avril 2010, à LaSalle, ne sont pas intervenus à l'endroit de M. Farid Charles en se fondant sur la race de ce dernier et qu'en conséquence leur conduite **ne constitue pas un acte dérogatoire à l'article 5** du Code de déontologie des policiers du Québec;

Chef 2

[214] **QUE** les agents **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765, et **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal, le 9 avril 2010, à LaSalle, n'ont pas respecté l'autorité de la loi et des tribunaux ni collaboré à l'administration de la justice en interpellant illégalement M. Farid Charles et qu'en conséquence leur conduite **constitue un acte dérogatoire à l'article 7** du Code de déontologie des policiers du Québec;

Chef 3


[215] **QUE** les agents **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765, et **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal, le 9 avril 2010, à LaSalle, n'ont pas respecté l'autorité de la loi et des tribunaux ni collaboré à l'administration de la justice en procédant illégalement à l'arrestation de M. Farid Charles et qu'en conséquence leur conduite **constitue un acte dérogatoire à l'article 7** du Code de déontologie des policiers du Québec;

Chef 4

[216] **QUE** les agents **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765, et **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal, le 9 avril 2010, à LaSalle, n'ont pas respecté l'autorité de la loi et des tribunaux ni collaboré à l'administration de la justice en faisant usage illégalement de la force à l'égard de M. Farid Charles et qu'en conséquence leur conduite **constitue un acte dérogatoire à l'article 7** du Code de déontologie des policiers du Québec;

Chef 5

[217] **QUE** les agents **CHRISTOPHER BRAULT**, matricule 5765, et **MATHIEU BOUCHER-BACON**, matricule 6117, membres du Service de police de la Ville de Montréal, le 9 avril 2010, à LaSalle, ont abusé de leur autorité, en portant sciemment une accusation contre M. Farid Charles sans justification et qu'en conséquence leur conduite **constitue un acte dérogatoire à l'article 6** du Code de déontologie des policiers du Québec.


Jean Provencher, avocat

M^e Isabelle St-Jean
Procureure du Commissaire

M^e Pierre E. Dupras
Procureur de la partie policière

Lieu des audiences : Montréal

Dates des audiences : 23, 24, 25 mai et 28 août 2012

Autorités et argumentation supplémentaires reçues les 3 et 12 octobre 2012

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

LA GREFFIÈRE
JOSÉE DEMERS

